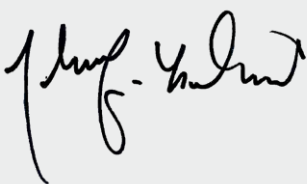


ÉDITORIAL

Atteindre l'objectif de développement durable n° 6 par une assistance sectorielle nécessite que toute la communauté mondiale travaille conjointement et déploie des efforts supplémentaires pour « garantir la disponibilité et la gestion durable de l'eau et l'assainissement pour tous ». Malgré de nombreuses réalisations, le secteur continue de faire face aux défis d'une démographie et d'une urbanisation croissantes, associées à la menace imminente du changement climatique et de ses effets. Grâce à nos travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, nous sommes convaincus que l'approche conservatrice consistant à construire des infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées est certes nécessaire, mais ne suffit pas à atteindre ces objectifs. Réaliser l'ODD 6 n'est possible qu'en combinant des méthodes, comme l'augmentation des capacités techniques, financières et commerciales au niveau individuel et organisationnel, le développement et la mise en œuvre de concepts en faveur des pauvres permettant de toucher les membres de la société les plus défavorisés ou marginalisés, la création de structures sectorielles intégrées efficaces et la canalisation des finances pour leur utilisation efficace dans le développement du secteur de l'eau et de l'assainissement. Néanmoins, ces concepts et ces approches ne peuvent voir le jour et réussir que par le biais des personnes qui mettent en œuvre nos projets. Elles sont notre plus grande richesse. Ce n'est qu'avec elles, notre confiance en leurs capacités et la confiance que nos partenaires, clients et bénéficiaires leur accordent que nos projets peuvent aboutir.

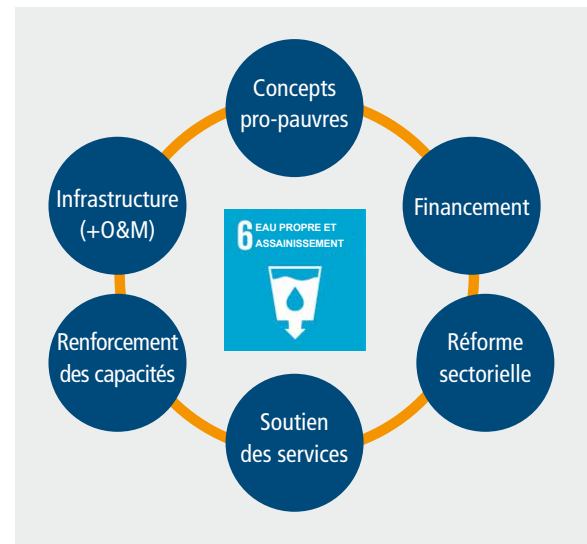


Christoph Schaefer-Kehnert
Directeur général
GFA Consulting Group

ATTEINDRE L'OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE N° 6 – UNE EAU PROPRE ET UN ASSAINISSEMENT DURABLE

Le monde a connu des améliorations considérables en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement durable au cours des dernières décennies. Cela faisait partie des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) pour 2015. Il est toutefois devenu évident que la communauté mondiale doit fournir un effort supplémentaire pour mettre fin à la pauvreté d'un nombre de personnes toujours croissant afin de leur permettre de mener une vie décente et saine, et cela passe par l'eau potable et l'assainissement durable. Les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies vont dans ce sens. GFA Consulting Group est fier de contribuer à la réalisation de ces objectifs en agissant main dans la main avec ses partenaires et clients.

Les ODD sont intrinsèquement liés et de nature complexe, et chaque effort réalisé pour atteindre un objectif en crée de nouveaux. C'est également le cas de l'ODD n° 6, « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ». Cela permet de réduire la pollution de l'environnement et contribue à la conservation de la nature. Cela améliore la santé de millions de personnes, favorise l'accès à l'éducation et crée des opportunités d'emploi décentes. Enfin, cela assure la sécurité alimentaire et améliore la qualité de vie dans son ensemble. Avec plus de deux décennies d'expérience, l'équipe eau et assainissement de GFA fournit des solutions pour atteindre ces objectifs complexes à l'échelle mondiale. Pour ses projets en Afrique subsaharienne, en Asie et en Europe de l'Est, l'entreprise a travaillé en étroite collaboration avec ses partenaires et clients pour attaquer l'ODD n° 6 sous différents angles. La réforme du secteur de l'eau, les concepts pro-pauvres, le renforcement des capacités de service de l'eau, la gestion financière et la gestion des fonds à divers niveaux et les institutions sectorielles en sont quelques exemples. La force principale de GFA, ce sont les personnes derrière ces projets, depuis la coordination de projet au siège de Hambourg jusqu'aux experts nationaux et internationaux transformant avec succès les concepts en bonnes pratiques. Cette newsletter se focalise sur les personnes travaillant à atteindre l'ODD n° 6 par des projets de réforme sectorielle en Zambie, l'assistance technique aux services de l'eau en Ukraine, au Burundi et au Vietnam et le financement du secteur de l'eau en Tanzanie.





Formation à la modélisation de bassins



Martha Preus (deuxième en partant de la droite) et son équipe présentant une affiche sur l'assainissement individuel

PROGRAMME DE RÉFORME DU SECTEUR DE L'EAU DE LA GIZ EN ZAMBIE – ENTRETIEN AVEC MARTHA PREUS, CHEF D'ÉQUIPE CHEZ GFA

Pouvez-vous brièvement présenter votre projet en Zambie ?

Notre équipe soutient le développement des capacités dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Zambie depuis août 2015 avec une approche collaborative intégrée. Basée à Lusaka, notre équipe fournit une assistance technique et organisationnelle au ministère du Développement de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement (MWD-SEP), ainsi qu'au niveau de la province et du district, quatre services publics et autorités locales. Nos principaux domaines d'intervention comprennent l'appui au cadre institutionnel et réglementaire et le renforcement des capacités pour les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural et urbain. Ce dernier comprend l'assistance aux processus de planification, de suivi et de mise en œuvre, y compris les questions transversales comme le sexe, le VIH/sida et la gouvernance. Depuis novembre 2017, nous soutenons la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). Toutes nos activités correspondent à la vision nationale zambienne à l'horizon 2030 et s'inscrivent donc dans les efforts mondiaux visant à atteindre les objectifs du développement durable.

Avez-vous constaté des améliorations dans le secteur de l'eau en Zambie au cours des dernières années ?

Ces dernières années, le secteur de l'eau et de l'assainissement en Zambie a connu des améliorations significatives à divers niveaux organisationnels. Avec nos partenaires et les autres acteurs, le programme GIZ et les travaux

de GFA ont contribué à améliorer les services de l'eau et l'assainissement en milieu rural et urbain, qui sont aujourd'hui nettement plus décentralisés. Le gouvernement zambien a créé un nouveau ministère, le MWDSEP, ce qui constitue un grand pas en avant pour rehausser l'image de l'eau et de l'assainissement. En mettant en œuvre des programmes et des stratégies au niveau national, la Zambie a pris des mesures qui devraient lui permettre d'atteindre les objectifs ODD 2030 quant à l'accès pour tous à une eau potable saine et aux services d'assainissement.

Quelles sont d'après vous les forces de ce projet ?

Je pense que la force de notre projet réside dans la combinaison d'objectifs clairs et de procédures stratégiques communes, dans la planification et le suivi collaboratifs et dans une communication efficace avec GIZ et nos partenaires – sans oublier naturellement les personnes avec lesquelles nous œuvrons à court et à long terme, à savoir une équipe solide d'experts nationaux et internationaux. Nous avons une approche pratique et flexible de notre travail, car l'eau et l'assainissement sont clairement des processus de transformation.

À quels défis êtes-vous confrontés dans vos travaux quotidiens pour atteindre vos objectifs ?

Quoique nous ayons établi de très bonnes relations, nos partenaires sont demandés par d'autres personnes et de nombreux autres projets, ce qui peut entraîner des retards indépendants de notre volonté. Nous reconnaissons que notre travail est un processus dans lequel nous essayons de maintenir une approche coopérative et collaborative – mais cela demande souvent plus de temps. Nous

travaillons continuellement à la mise en place d'activités et de processus durables abordables pour les institutions zambiennes et pouvant être raisonnablement mis en œuvre à long terme, même après notre phase de soutien.

Quelles seront les évolutions futures dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Zambie ?

Nous pensons que l'aspect assainissement continuera à gagner en importance dans un avenir proche, notamment concernant la planification de l'assainissement autonome, la gestion des boues fécales et le développement des infrastructures. Le gouvernement semble déterminé à atteindre les ODD d'ici 2030 et s'implique dans l'apprentissage et le partage avec d'autres pays et régions.

Qu'est-ce qui vous passionne le plus dans votre travail ?

Je pense que travailler dans ce secteur est passionnant dans la mesure où l'eau et l'assainissement sont des facteurs essentiels dans la vie de chacun. Quand je vois des gens accéder pour la première fois à de l'eau potable ou à une salle de bains, je réalise que notre travail a des résultats immédiats. J'apprécie le fait qu'une approche intégrée, commençant avec les instances supérieures, là où les politiques et les règlements sont créés, et couvrant tous les niveaux de mise en œuvre des travaux, ait un impact dans la vie des gens. J'aime travailler dans cet environnement qui dégage de l'énergie et de l'espoir.

RÉFORME DU SECTEUR DE L’EAU – APPROVISIONNEMENT EN EAU URBAINE AU BURUNDI

Léonidas Niyungeko a commencé à travailler avec GFA en 2007 dans le cadre du programme pour le secteur de l’eau au Burundi soutenu par la GIZ : soutenir la REGIDESO. Cette dernière est une entreprise publique chargée de l’alimentation en eau en milieu urbain au Burundi. Il travaille en tant que chef d’équipe du projet depuis mai 2015, alors que le programme était partiellement suspendu en raison de la situation politique.

Léonidas Niyungeko explique aujourd’hui : « Le projet a contribué aux récentes améliorations dans le secteur de l’eau au Burundi. » À titre d’exemple, le taux de recouvrement de la taxe de service des eaux est passé de 58% en 2009 à 82% aujourd’hui. Par ailleurs, le taux de compteurs d’eau non facturés a chuté de 30% à 14%. Ces indicateurs sont importants, dans la mesure où la REGIDESO ne peut continuer à fournir des services d’eau à long terme que si elle génère suffisamment de bénéfices pour faire tourner son activité. Le projet a donc soutenu la création d’un service chargé de la gestion des kiosques à eau et renforcé la délégation de leur gestion à des opérateurs privés, ce qui est important pour que le service soit efficace et durable. La comptabilité analytique et l’audit interne ont également été introduits, permettant à la REGIDESO de contrôler ses coûts et de gérer son entreprise avec des procédures optimisées et efficaces.

Léonidas Niyungeko pense qu’il sera nécessaire dans un avenir proche de trouver un soutien financier pour la construction de nouvelles infrastructures afin de s’approcher de l’ODD n° 6 en augmentant le taux d’accès à l’eau potable. Actuellement, ce taux est d’environ 79% dans les zones urbaines. Il a en fait chuté par rapport à 2014 du fait du ralentissement économique, de la croissance démographique et de la baisse du financement extérieur.

Léonidas Niyungeko apprécie la réactivité de GFA pour identifier, grâce à sa grande base de données, les bons experts internationaux à court terme, qualifiés sur des sujets en constante évolution. Il conclut : « La coopération avec l’équipe de GFA à Hambourg est très satisfaisante. L’équipe répond rapidement à nos questions et nous soutient afin que nous menions efficacement les activités de notre contrat. »



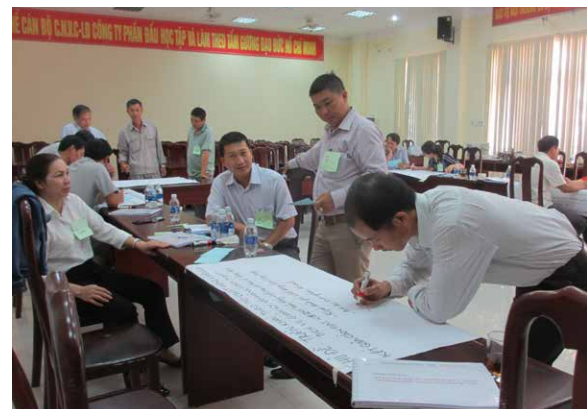
Alimentation en eau urbaine à Burundi

LE SECTEUR DES EAUX USÉES AU VIETNAM

Il y a quinze ans, le Vietnam n’avait aucun cadre législatif national pour le secteur des eaux usées. En 2005, dans le cadre du projet GIZ de gestion des eaux usées et des déchets solides dans les centres provinciaux, le GFA Consulting Group formait une équipe d’experts nationaux pour conseiller le ministère de la Construction sur l’émission du décret 88 de 2007. Il s’agit d’un document clé dans la législation vietnamienne pour le secteur des eaux usées. Pour la première fois, le gouvernement fixait un tarif officiel pour les eaux usées, ce qui constituait une avancée majeure dans le secteur. Toutefois, le décret n’a pas été appliqué au niveau local et les provinces n’ont pas facturé le tarif défini. Au cours de la phase 2 du projet, le chef d’équipe Christopher Sharfe et son équipe d’experts ont aidé à revoir sa mise en œuvre, à identifier les problèmes et à formuler des recommandations à l’intention du ministère. Finalement, le décret 80, qui porte sur ces problèmes, était émis.

Selon Christopher Sharfe, le principal succès a été obtenu au niveau financier. L’équipe de GFA a travaillé en étroite collaboration avec les décideurs au niveau provincial dans le delta du Mékong pour permettre la mise en œuvre du nouveau décret 80 sur les eaux usées. Une tournée d’étude était organisée en Allemagne en 2007, avec pour résultat le fait que cette province soit la première du Vietnam à appliquer le décret et à facturer le tarif sur les eaux usées.

Après avoir assisté le projet GIZ dans ses trois phases de mise en œuvre, GFA met actuellement en place un autre projet de traitement des eaux usées au Vietnam financé par l’Agence danoise de développement international (DANIDA). Celui-ci débutait en 2016 et s’achèvera en 2019. L’un des principaux atouts de ce projet est qu’il peut s’appuyer sur le succès de la même équipe d’experts nationaux qui a mis en œuvre le projet GIZ que l’on vient d’évoquer. Le projet DANIDA se caractérise par une nouvelle



Atelier à Buon Ma Thuot City au Vietnam

approche de la formation dispensée par GFA en mettant l’accent sur le coaching direct. « Cette approche permet à GFA d’apporter son aide pour faire face aux défis quotidiens rencontrés par le personnel au niveau provincial », explique le chef d’équipe de GFA, Christopher Sharfe. Celui-ci perçoit donc la communication comme étant la principale compétence nécessaire dans le contexte du développement. Les connaissances ne peuvent pas être transférées et utilisées sans une bonne méthode de communication, et c’est justement la compétence de l’équipe d’experts nationaux de GFA.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET SOUTIEN DES SERVICES PUBLICS EN UKRAINE

Un grand nombre, si ce n’est la plupart, des services publics dans les pays de l’ex-Union soviétique sont confrontés à des problèmes d’autosuffisance et de fiabilité des opérations. Depuis 2016, le GFA Consulting Group soutient les services publics ukrainiens d’approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées Chernivtsi Vodokanal (CVK) par des activités de renforcement des capacités dans le cadre du projet d’infrastructure municipale d’approvisionnement en eau de Chernivtsi financé par la Banque allemande de développement (KfW). L’expert en gestion des services



L’équipe de GFA en Ukraine

publics locaux et en développement institutionnel, Dmytro Tikunov, a officié dès le début comme chef d'équipe adjoint. En jetant un regard rétrospectif sur ce projet concluant et réussi, Dmytro Tikunov se déclare fier d'avoir contribué à un projet aussi « brillant et complexe ». Pour lui, l'un des facteurs clés du succès était la confiance et la communication ouverte que GFA a réussi à établir entre tous les partenaires. M. Tikunov, qui a organisé et dispensé diverses formations techniques et de renforcement des capacités pour relever les défis, précise : « Pour améliorer quelque chose, il faut savoir ce qui doit être amélioré. Grâce à nos bonnes relations et à la confiance de nos partenaires, nous avons pu obtenir un nombre incroyable d'informations et bien comprendre les défis et les problèmes sensibles auxquels l'organisation était confrontée. Cela aurait été impossible sans la confiance et sans une bonne communication. » Cette communication et cette transparence ont également été étendues aux clients de CVK, qui ont positivement accueilli la stratégie de relations publiques (RP) nouvellement mise au point avec l'assistance de GFA sur la base d'un nouveau plan d'activités stratégique. Avec le plan de relations publiques, CVK a aussi endossé le nouveau rôle d'éducateur de la société civile. Un événement scolaire populaire parmi les participants et le personnel de CVK a aidé la société à sensibiliser avec succès à l'utilisation durable et à la pollution de l'eau.

Tout au long de la mise en œuvre du projet, la principale préoccupation de Dmytro Tikunov a été d'améliorer la capacité globale du service public à tous les niveaux. « Au cours de nos formations, j'ai pour habitude de dire que personne ne veut investir dans les problèmes. Les investisseurs potentiels investissent uniquement dans des solutions. » À l'ère des défis politiques et du support accru des donateurs et investisseurs européens, cela constituera un facteur majeur du soutien continu aux investissements

dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Ukraine pour atteindre l'ODD n° 6.

FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE DE L'EAU EN TANZANIE

Les autorités chargées de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les zones urbaines de Tanzanie (UWASA) fournissent leurs services depuis des années. À l'instar des autres services publics, elles ne comptent sur les fonds publics que pour couvrir leurs dépenses d'immobilisations, ce qui limite leur marge de manœuvre pour répondre aux défis en matière d'investissement. Les prêts commerciaux sont donc devenus une source de financement pour le secteur de l'eau et de l'assainissement (W&S) en Tanzanie. Pour la première fois en Tanzanie, le ministère de l'Eau et de l'Irrigation (MWI), en collaboration avec la KfW, décidait de mettre en place un instrument de financement des investissements (IFF) afin d'aider les services publics de l'eau à accéder à des prêts commerciaux et d'inciter les banques locales à fournir les fonds nécessaires. Les autorités (UWASA) seront récompensées par le versement de primes par l'IFF sur la base de la réalisation des objectifs de performance convenus. Le chef d'équipe de GFA, Wolfgang Hützen, et son équipe ont aidé les services à satisfaire aux exigences et aux normes définies par les banques locales. Une fois les objectifs définis pour chaque projet atteints dans le respect des normes, le service public recevra jusqu'à 50% du coût d'investissement éligible sous forme d'une subvention de la KfW. Initialement, l'IFF a soutenu quatre projets pilotes qui ont tous obtenu leur allocation spécifique. Actuellement, deux projets à Tabora et Moshi sont qualifiés pour recevoir une subvention pouvant atteindre respectivement 216 000 euros et 378 000 euros.

Le cabinet de conseil de GFA assiste les UWASA dans la préparation des propositions de projets



d'investissement et des demandes de prêts commerciaux et aide le MWI à guider et superviser l'IFF. En outre, GFA sollicite les banques pour se doter des capacités internes nécessaires pour développer un produit de prêt pour les UWASA. Selon le chef d'équipe, Wolfgang Hützen, les projets proposés au financement de l'IFF doivent être suffisamment étudiés pour évaluer correctement la capacité des services à rembourser leur emprunt commercial sans compromettre la couverture de leurs coûts opérationnels. L'IFF a réussi à augmenter l'engagement des services publics vis-à-vis des emprunts commerciaux, ce qui a permis de fournir de l'eau propre à de nouvelles zones de service à un prix réglementé. L'IFF a donc contribué à une bonne gouvernance dans le secteur de l'eau en augmentant la discipline financière, l'efficacité, l'imputabilité et la responsabilité des UWASA en Tanzanie.

Contact : Pia Fischer, pia.fischer@gfa-group.de

IMPRINT

GFA newsletter produite par GFA Consulting Group GmbH, Eulenkrugstraße 82, 22359 Hamburg, Germany, tél. : +49 (0) 40 603 06-100, fax : +49 (0) 40 603 06-199, e-mail : info@gfa-group.de | www.gfa-group.de | Tous droits réservés © 2018 | Responsable du contenu : Dr. Hans-Christoph Schaefer-Kehnert | Texte : Pia Fischer, Alejandra Burchard, Mareike van der Ende, Christopher Scharfe, Khaled Almashriki | Edité par Manfred Oepen, ACT Assist GmbH | Layout : Natascha Pleß | Imprimé par : Zertani | Photos : GFA | [f](#) gfa-group [t](#) GFA_CG [in](#) gfa-consulting-group-gmbh

GFA Consulting Group est une société de conseil en pleine croissance active dans le développement économique international. Les principaux secteurs de la société sont l'agriculture et le développement rural, la gestion des ressources naturelles, le changement climatique, l'énergie, la gouvernance, la gestion des finances publiques, le développement du secteur privé, l'éducation, les compétences et l'emploi, le développement des systèmes financiers, la santé, suivi et évaluation, eau et assainissement. Le GFA Consulting travaille actuellement dans plus de 90 pays et met en œuvre environ 330 projets et études.

La vision de GFA – être le partenaire de choix des clients dans nos principaux domaines de services et de compétences.

La mission de GFA – améliorer les moyens de subsistance des bénéficiaires grâce à nos services professionnels.

Les valeurs fondamentales de GFA – offrir des performances élevées en matière de prestation de services, d'excellence technique dans nos principaux secteurs, d'approches et de produits novateurs, et de crédibilité auprès de nos clients lors de la mise en œuvre de projets.